Le Conseil,

RÈGLEMENT RELATIF À LA REDEVANCE SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION D'ACTIVITÉS EN APPLICATION DU DÉCRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment l’article L.1122-30 ;
Reçu sa délibération du 12 juin 2013 portant sur le même objet ;
Vu le dossier administratif justifiant l’établissement de cette redevance ;
Vu la demande d’avis de légalité faite au Directeur financier le 12 novembre 2013 ;
Vu l’avis favorable rendu par le Directeur financier le même jour ;
Sur la proposition du Collège communal (réf. 131115 – II.A.1) ;
Après examen du dossier par la Commission du budget du Conseil communal ;
Après en avoir délibéré,

Décide :


Art. 2. La redevance est due par la personne qui fait la demande.

Art. 3. Le taux de la redevance est fixé, par demande (1er à 4er) ou déclaration (5er) :
1er pour les demandes de permis d’environnement pour un établissement de 1er classe : à 990 euros ;
2er pour les demandes de permis d’environnement pour un établissement de 2e classe : à 110 euros ;
3er pour les demandes de permis unique pour un établissement de 1er classe : à 4.000 euros ;
4er pour les demandes de permis unique pour un établissement de 2e classe : à 180 euros ;
5er pour les déclarations pour un établissement de 3e classe : à 25 euros.

Art. 4. La redevance est perçue au comptant.
Vaut perception au comptant le virement ou le versement au compte de la Ville, au moyen d’une formule de paiement.
La preuve de paiement au comptant doit être transmise par les soins du redevable auprès du service responsable de l’ouverture du dossier.
En cas de non-paiement des droits visés ci-dessus, la redevance est due dans le mois de la date d’envoi de l’invitation à payer envoyée au redevable.
Art. 5. Les dispositions du règlement du 12 juin 2013 relatif à la redevance sur les demandes d’autorisation d’activités en application du décret relatif au permis d’environnement sont abrogées.

Art. 6. Le règlement est applicable et obligatoire le lendemain du jour de sa publication par voie d’affichage conformément aux articles L1133-1 et -2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente décision a recueilli 23 voix pour, 13 voix contre, 3 abstention(s).
La présente décision a recueilli l’unanimité des suffrages.

Le Directeur général,

PAR LE CONSEIL :

Le Bourgmestre,

Philippe ROUSSELLE.

Willy DEMEYER.